

Debout la gauche !

Adresse aux militants, à l'occasion du prochain congrès du P.S

Contribution de Forces Militantes présentée par Marc DOLEZ, député du Nord, et les membres de la coordination nationale, Brigitte ARRESTIER, Marc BARON, Priscille GRAS, Serge GOUDARD, Régis LECOYER, Jeannine MARQUAILLE, Jean-Marie MARQUAILLE, Jean-Pierre MASSON, Paule MATHONNAT, Evelyne MAUREL, Louis MEXANDEAU, Pascale PAVY, Bruno SLAMA, Robert SPIZZICHINO, Eric TOLLENAERE.

Cette contribution a été élaborée collectivement et, pour notre part, nous nous sommes refusés à la déplorable chasse aux signatures sur des textes en cours d'écriture.

Nous invitons les militants qui veulent soutenir cette contribution ou en débattre à se rendre sur le site :

<http://www.deboutlagauche.net>

Le parti dont ont besoin les salariés comme les militants, c'est un parti qui défende leurs revendications, qui soit clairement à leurs côtés, qui propose une alternative politique au gouvernement de Sarkozy et, au-delà, qui inscrive son combat dans la seule perspective que l'on puisse opposer au capitalisme : celle du socialisme.

Alors que l'aggravation de la crise mondiale devrait conforter le caractère internationaliste et anticapitaliste du Parti Socialiste, celui-ci ne répond aucunement à ces exigences.

Profondément attachés aux valeurs fondamentales du socialisme, nous refusons le dévoiement d'un engagement de souvent plusieurs décennies, nous refusons la liquidation du parti de Jaurès et de Mitterrand.

Alors que, face à la droite, il n'a jamais été aussi urgent de construire une opposition résolue et une vraie alternative, le Parti Socialiste s'enlise chaque jour un peu plus dans le renoncement et l'abandon.

Nous ne pouvons que rejeter une nouvelle « déclaration de principes », adoptée après une parodie de débat et avec une participation très minoritaire ; déclaration qui entérine le ralliement des socialistes français au capitalisme et leur alignement forcé sur la social-démocratie européenne.

Nous n'admettons pas l'approbation du traité de Lisbonne, au mépris de la volonté du peuple exprimée en 2005.

Nous n'acceptons pas la présidentialisation du fonctionnement même du parti, ralliement sans retour à la V^e République.

Nous déplorons le refus de défendre vraiment les régimes spéciaux

de retraite, ouvrant ainsi la voie à un nouvel allongement de la durée de cotisations et à l'inéluctable remise en cause du système par répartition.

Dans un tel contexte, l'enjeu du congrès n'est pas de peser un peu à gauche sur une ligne social-libérale ou de se livrer à d'obscures manœuvres d'appareil pour aboutir, comme au congrès du Mans, à une stérile synthèse.

Il ne s'agit pas non plus d'écrire un énième projet, à ranger aux côtés des précédents, ou de dresser un catalogue... pour 2012 !

Notre tâche est de tout mettre en œuvre pour faire front contre la droite et le MEDEF, pour combattre leur politique de destruction sociale, pour offrir un débouché aux luttes et à la colère sociale, pour créer dès que possible les conditions d'une véritable alternative à gauche, d'un gouvernement rompant enfin avec les logiques libérales.

Notre tâche est de participer à la reconstruction d'un parti authentiquement socialiste, qui allie la protestation à la proposition, pour une gauche digne de ce nom.

Cette perspective suppose la mobilisation de tous les militants, d'horizons différents, qui ne se résignent pas à la faiblesse et à l'impuissance actuelles de la gauche.

Elle suppose en particulier l'engagement des militants du Parti Socialiste, à l'instar de celui, décisif, qui les a amenés nombreux à mener campagne en 2005 contre le Traité Constitutionnel Européen, sauvant ainsi l'honneur de leur parti.

L'état du Parti Socialiste est tel aujourd'hui que, pour réussir, nous les appelons à l'insurrection militante.

I – Le devoir d'un inventaire sans concession

La reconstruction exige au préalable l'inventaire, jamais effectué, de la période où la gauche a exercé le pouvoir. La crédibilité de la démarche en dépend.

L'accompagnement du modèle libéral

Les échecs à répétition du P.S, lors de toutes les élections nationales depuis 1988 (sauf 1997) résultent d'abord d'une orientation qui tourne le dos aux attentes des salariés, des retraités, des chômeurs, des étudiants, comme l'a d'ailleurs signifié le pathétique aveu du candidat Jospin : « mon programme n'est pas socialiste » !

A la suite des grands changements intervenus après la victoire de 1981, le tournant de la rigueur de 1983 signifia de fait l'adhésion à la doctrine néo-libérale, « une parenthèse » qui non seulement n'a jamais été refermée mais s'est aggravée à partir de 1988 et après la dissolution de 1997.

Le gouvernement de la gauche plurielle n'abrogera aucune des lois de la droite, multipliera les privatisations et, en 2000/2001, dressera même contre lui des centaines de milliers d'enseignants et de fonctionnaires.

Le résultat sera impitoyable et la rupture avec les couches populaires consommée : le 21 avril 2002, le candidat du Parti Socialiste est éliminé dès le premier tour de la présidentielle.

Aucune leçon ne sera tirée de cette terrible sanction politique, encore analysée comme un accident, au point d'appeler à voter en 2005 pour le projet libéral de Constitution Européenne, la direction du P.S considérant « le oui de gauche compatible avec le oui de droite ».

Que dire enfin de l'invraisemblable campagne présidentielle de 2007, autour de « l'ordre juste », de thématiques sécuritaires et d'alliances contre nature.

En réalité, l'état actuel de la gauche résulte pour beaucoup de la profonde crise d'identité qui la secoue et affecte particulièrement le Parti Socialiste depuis qu'au pouvoir il s'est avoué impuissant face à la loi du marché.

Un parti profondément malade, coupé du peuple et du mouvement social

Tant dans sa composition que dans son électorat, le parti s'est coupé des classes populaires les plus fragiles qu'il est censé défendre. Même dans ses analyses, il peine à appréhender toutes les évolutions sociales dont il a une représentation abstraite et dépassée, y compris pour les mécanismes d'exclusion et de repli.

Les résultats obtenus aux élections locales de 2004 et 2007 ne traduisent d'ailleurs en rien une reconquête de l'électorat populaire,

mais témoignent surtout de la volonté de dresser des garde-fous face à la droite et au libéralisme.

Un constat s'impose : Le parti vient de perdre près de 40% de ses adhérents, dont beaucoup l'étaient de longue date, les baronnies fédérales se renforcent et se structurent au travers des succès électoraux territoriaux, le parti est devenu essentiellement une machine électorale.

La démocratie interne, qui faisait un moment sa fierté, est battue en brèche avec un Conseil National qui ne sert à rien, des opacités persistantes, des pratiques locales plus que contestables, des militants traités comme des supporters et un mercato permanent entre les écuries présidentielles.

Voilà un parti qui, en moins de trois ans, aura élaboré une motion de congrès, un projet politique, une plate-forme présidentielle, une nouvelle déclaration de principes, sans oublier l'organisation de forums de la rénovation, et dont la droite peut dire tranquillement, sans risque d'être démentie, qu'il n'a plus d'idées. Sur les grands sujets économiques et sociaux, les compromis boiteux succèdent aux synthèses insignifiantes. Le combat idéologique n'a pas été perdu : il n'a pas été mené.

Sous prétexte d'être un parti de gouvernement responsable, le parti a aussi renoncé à initier des luttes sociales ou même à participer activement à celle des autres ; il est souvent à la traîne ou inactif, se contentant la plupart du temps de communiqués insipides du Bureau National chaque mardi soir.

Comment ne pas comprendre le découragement et le désarroi de milliers de militants qui assistent impuissants à la mutation de leur parti en Parti Démocrate à l'américaine, dont la vie n'est rythmée que par la compétition des présidentiables, leur écoeurément aussi devant la confiscation de leur idéal par les dignitaires de la rue Solférino ?

Ce n'est pas d'une rénovation dont ce parti aurait besoin, mais bel et bien d'une révolution !

II – Sur quelles bases reconstruire ?

La création d'une nouvelle force à gauche est désormais à l'ordre du jour : un parti qui s'adresse à toute la gauche pour rassembler toutes celles et tous ceux, jeunes, salariés, retraités, victimes du chômage et de la précarité, qui souffrent durement de l'implacable et cynique logique financière du capitalisme.

Au renoncement et à la soumission, nous devons opposer le volontarisme politique, la transformation sociale et écologique, un véritable internationalisme.

Aux communautarismes et intégrismes, nous opposons le progrès et la laïcité.

Aux dévastations humaines sans limites engendrées par le capitalisme, nous opposons la perspective du socialisme qui reste cette idée neuve pour l'égalité, l'émancipation sociale, la paix et la libération des peuples.

Le socialisme, une idée neuve.

Nous refusons de considérer le capitalisme comme l'horizon indépassable et ne renonçons pas à un autre mode d'organisation sociale, fondé sur la socialisation des moyens de production et d'échange car, pour reprendre le mot de Jaurès, « ... les moyens de production et de richesse accumulés par l'humanité doivent être à la disposition de toutes les activités humaines et les affranchir. »

Rien n'est en effet plus urgent que de reconstruire une idéologie de rupture avec le capitalisme pour ouvrir une autre voie, après l'effondrement tragique du « communisme » d'Etat et le calamiteux ralliement de la social-démocratie au modèle néo-libéral.

Un siècle après, une nouvelle « synthèse jauresienne » s'impose pour intégrer le meilleur de la tradition du mouvement ouvrier et des combats républicains avec les nouvelles problématiques de contestation du capitalisme, la question écologique étant indissociable de la question sociale. C'est en effet la recherche du profit qui pousse au pillage des ressources naturelles et crée de nouveaux dangers environnementaux.

Cela passe immédiatement par un autre partage des richesses, qui rende au travail ce qu'il a perdu au profit du capital.

Cela exige des orientations claires et des engagements précis.

Face à l'urgence sociale, soutenir les mobilisations en cours et avancer des mesures concrètes.

Nos propositions visent d'abord à défendre les acquis, sans lesquels il ne peut y avoir de nouveaux progrès. C'est pourquoi la gauche doit dès maintenant s'engager à abroger toutes les lois antisociales et liberticides de Sarkozy, ainsi que celles des gouvernements antérieurs, pour clairement afficher l'impossibilité de s'en accommoder, comme cela a été le cas dans le passé.

Nos propositions visent également à mieux satisfaire les besoins populaires, à ouvrir de nouveaux droits et conquérir de nouveaux espaces de liberté.

La mise en œuvre de ces mesures implique que l'Etat dispose de tous les leviers nécessaires. Cela passe notamment par la constitution de nouveaux moyens d'intervention financiers et de contrôle.

Augmenter les salaires, revaloriser le pouvoir d'achat

La première exigence c'est évidemment la hausse des salaires et le rattrapage du pouvoir d'achat perdu par tous les salariés et retraités. 1500 euros nets (et non bruts) minimum est une revendication légitime pour des millions de salariés.

Lutter contre les licenciements, défendre les droits des salariés

Nous préconisons l'abrogation de la « rupture conventionnelle » (licenciement amiable), le rétablissement de l'autorisation adminis-

trative de licenciement, ainsi que de nouvelles sanctions fiscales et financières pour s'opposer aux licenciements boursiers et aux délocalisations.

Combattre toutes les formes de travail précarisé exige de revenir sur tous les textes permettant et développant les CDD, les petits boulots, les stages non payés. Un seul contrat : le CDI.

La défense du droit de grève implique de revenir aussi sur les textes qui imposent un service minimum dans les transports et de combattre celui, en préparation, relatif à l'accueil dans les écoles.

De la même manière, nous combattons les atteintes gravissimes actuellement portées à la philosophie et aux fondements mêmes du droit du travail dont l'objet est de protéger le salarié.

Défendre le droit à la retraite

Nous refusons toute augmentation du nombre d'annuités. L'argument de la prolongation de la durée de vie n'est pas recevable alors qu'il y a chômage, hausse de la productivité, et aggravation des conditions de travail.

Il faut donc abroger la loi Fillon de 2003 et les décrets Balladur de 1993, augmenter les cotisations dites « patronales » (en 20 ans la part salariale dans la valeur ajoutée a diminué de 10 points) pour garantir la retraite à 60 ans, permettre le retour aux 37,5 années avec un taux de remplacement de 75%.

Assurer la pérennité de la sécurité sociale

Nous sommes pour le retour au plein remboursement, pour la gratuité totale de tous les soins médicaux et paramédicaux, la suppression des exonérations des cotisations patronales (qui sont un salaire différé). La défense de l'hôpital public implique la création des postes nécessaires et l'abrogation du plan « hôpital 2007 ».

D'autres solutions pour le financement sont également à rechercher dans une véritable politique de prévention et surtout dans la maîtrise publique de la politique du médicament.

Régulariser les immigrés sans papiers

Nous demandons la régularisation de tous ceux déjà résidant et travaillant en France, avant la mise en place d'une politique d'immigration fondée sur l'accueil, l'intégration républicaine, la fermeture des centres de rétention et donc l'abrogation de la loi Hortefeux.

Répondre aux revendications de la jeunesse.

La récente loi relative aux universités est à revoir pour préserver les diplômes nationaux et les statuts des personnels.

Avec les jeunes chercheurs qui se battent contre la soumission de la recherche aux entreprises privées, nous rejetons les dispositifs de précarisation, comme tous ceux qui contraignent la jeunesse au travail gratuit (stages non payés).

Au-delà, c'est à toutes les politiques publiques de s'attaquer aux discriminations et exclusions que subissent les jeunes.

Défendre l'enseignement public et laïque.

Il n'y a pas d'amélioration possible de l'enseignement sans le rétablissement des postes supprimés et la préservation de la carte scolaire.

La défense du caractère laïque de l'enseignement implique l'application intégrale de la loi de séparation des Eglises et de l'État de 1905, l'abrogation des dispositions anti laïques et notamment des accords Lang-Cloupet, ainsi que l'abolition à terme des statuts concordataire, local et scolaire d'Alsace Moselle.

Garantir l'effectivité du droit au logement

Cela nécessite des mesures telles que la réquisition et l'aménagement des locaux vacants, et au-delà, un plan de financement massif de logements sociaux, par le rétablissement de gestion publique du livret A et des mesures réellement contraignantes pour les communes qui ne respecteraient pas la loi SRU.

Défendre et développer les services publics

Défense des services publics et défense des statuts des personnels sont indissociables. Cela ne peut être mis en œuvre que par des entreprises publiques en particulier dans les transports, l'énergie, l'eau. C'est une condition pour l'égalité d'accès à ces services, dans des conditions de prix, de qualité et de sécurité que des entreprises recherchant le profit ne peuvent assurer.

Cela suppose notamment de lutter contre l'accord général sur le commerce des services (AGCS) projeté par l'OMC.

Face à l'urgence démocratique, rétablir la souveraineté populaire

Rien ne pourra se faire en France et en Europe sans le respect de la souveraineté populaire et sans l'implication des citoyens, pour leur permettre de peser de tout leur poids dans la conduite d'une politique alternative.

Rompre avec la V^e République

Le changement de société va de pair avec une transformation des institutions.

Nous appelons à une sixième République, qui soit sociale, laïque et parlementaire, ce qui implique la suppression de l'élection du président de la République au suffrage universel direct.

La nouvelle constitution sera élaborée par une Assemblée Constituante, élue à la proportionnelle.

Une autre Europe pour un nouveau monde.

L'Europe ne peut se construire contre les peuples. Le vote du 29 Mai 2005 doit être respecté, et, après le Non Irlandais, le traité de Lisbonne considéré comme caduc.

« La concurrence libre et non faussée », inscrite dans les traités, interdit toute perspective d'Europe sociale et, ici aussi, il y a urgence à construire un projet alternatif, avec toutes les forces progressistes et antilibérales en Europe.

Au moment où des peuples entiers subissent la misère, la corruption et l'oppression, et pour revenir à la tradition internationaliste du socialisme, l'offensive est à mener pour refonder une Internationale digne de ce nom, dans un monde confronté à un capitalisme toujours plus prédateur et à la loi de la jungle.

Il y a urgence !

Notre démarche s'inscrit dans la continuité des combats antérieurs de Forces Militantes, depuis 2002, pour replacer le P.S au cœur de la gauche et pour favoriser sa réappropriation par les militants, pour construire une autre Europe et retrouver l'authenticité socialiste.

Elle repose sur une conviction : la ligne actuelle du P.S conduit inéluctablement à de nouveaux désastres, comme en Italie, qui pourraient aller jusqu'à emporter la République.

Il y a urgence ! Il faut changer la donne à gauche !

C'est pourquoi nous avons décidé de nous adresser aux militants avec une certaine solennité.

A tous ceux qui partagent nos analyses et nos espoirs, nous disons : n'ayez pas peur d'être traités de ringards et d'utopistes, refusez toutes les manœuvres et affranchissez-vous de toutes les pressions. Nous pouvons ensemble, avec le reste de la gauche, bâtir le socialisme de demain, dans la fidélité à nos valeurs et en acceptant pleinement les responsabilités d'un parti de gouvernement.

L'avenir de la République est en jeu, celui du socialisme aussi, en France comme en Europe.

Le temps est venu que les socialistes fidèles à Jaurès se lèvent pour résister aux liquidateurs et prendre, dans le rassemblement à construire, toute la place que leur confère l'héritage dont ils sont dépositaires.

En avant, camarades, pour que vive le socialisme et vive la République sociale !

Le 28 Juin 2008